

leurs portes. Ce n'est pas juste, monsieur l'Orateur; ce n'est pas juste et ça n'est pas souhaitable, car, s'il y a des entreprises qui sont capables de produire et d'acheminer leur production à un prix de revient moindre que le coût de production dans ma région, il va falloir que le gouvernement intervienne d'une manière ou d'une autre, par une forme de compensation, pour aider les entreprises de ma région à survivre.

Je ne suis pas contre le fait que d'autres entreprises reçoivent de l'aide du gouvernement, mais je trouve injuste qu'il n'y ait pas de compensation pour les entreprises de ma région qui vont devoir faire les frais de cette situation, être peut-être obligées de fermer leurs portes, de mettre leurs employés à pied, et Dieu sait quoi encore. Je demande au ministre, lorsqu'il examinera tous ces cas-là, de tenir compte, dans l'intérêt de la justice, de tous les facteurs que je viens de décrire. Cela ne s'applique pas uniquement aux industries agricoles, mais également à d'autres. J'ai déjà signalé cette question au gouvernement.

Les autres entreprises du secteur secondaire sont dans l'impossibilité de tenir tête à leurs concurrents sur les marchés des Prairies et du centre du pays en raison des taux de transport actuels qui sont injustes; le gouvernement a promis à de nombreuses reprises de faire quelque chose à ce sujet, mais il n'en a rien fait et l'injustice persiste.

Les taux d'intérêt continuent d'augmenter, la valeur du dollar continue de baisser. Ce qui me surprend le plus, c'est de voir qu'en dépit de tous les problèmes qui se posent pour les Canadiens, la charge fiscale, la dette nationale, les taux d'intérêt et j'en passe, ne cessent d'augmenter. Le gouvernement continue allègrement de dépenser de plus en plus des dollars des contribuables. Je ne dis pas que c'est toujours en pure perte ni qu'il s'agit toujours de gaspillage. Je vous dirai néanmoins qu'en grande partie, ce sont des dépenses irréflechies et inutiles et qu'il est grand temps que le gouvernement et le ministre des Finances se réveillent et envisagent lucidement les problèmes avec lesquels nous sommes aux prises. Sinon, nous allons nous retrouver avec des problèmes autrement plus graves que ceux que nous avons connus jusqu'ici et la situation n'est déjà guère reluisante. Le porte-parole du gouvernement nous dit que les choses pourraient fort bien aller de mal en pis.

Les ministres ne finissent pas de dire que l'opposition n'offre pas de solutions à nos plus grands problèmes. Je leur répondrai, monsieur l'Orateur, que s'ils avaient écouté les discours de notre chef et de mes collègues, ils auraient eu du pain sur la planche pour un bon bout de temps et s'ils avaient donné suite aux suggestions et aux recommandations qui leur ont été faites, ils auraient réglé bien des problèmes.

Afin d'aider l'économie à produire des emplois, nous avons suggéré au gouvernement, comme je l'ai signalé tout à l'heure, de réduire sensiblement la taxe de vente sur certains produits. Les gens ne se rendent pas toujours compte de tout ce qu'ils paient sous forme de taxes. Ils voient un produit et s'imaginent qu'il ne revient pas cher à fabriquer, ne se rendant pas compte que le fabricant est grevé de taxes. Et encore, à d'autres niveaux, avant même l'étape de la fabrication, le produit est passible d'autres taxes qui viennent s'ajouter les unes aux autres, tant et si bien qu'il y a cumul et qu'une bonne partie du prix de vente représente non pas le coût de production mais surtout les taxes venues s'ajouter au prix coûtant. Voilà pour-

Impôt sur le revenu

quoi nous insistons pour que l'on diminue considérablement les taxes de vente fédérales imposées à certains produits, afin de stimuler le développement de notre économie et créer des emplois pour nos concitoyens.

Nous avons également proposé de mettre un frein à la croissance de la fonction publique et des dépenses gouvernementales. Je n'ai pas besoin de revenir sur ce que j'ai déjà dit, on l'a répété déjà bien des fois à la Chambre. Le gouvernement a dit qu'il allait se débrouiller pour ne pas dépasser son budget et pour économiser les deniers du contribuable. Mais les Canadiens cherchent encore en vain des preuves que le gouvernement restreint bien en effet ses dépenses. Quoi qu'on dise à ce sujet, les porte-parole du gouvernement ont beau proclamer à cor et à cri qu'ils font preuve de modération—vous les reconnaîtrez à leurs fruits—quand on examine les bilans, on constate qu'il n'en est vraiment pas ainsi.

Bien d'autres recommandations ont été faites. Un gouvernement progressiste conservateur chercherait à fournir des nouveaux stimulants à la petite industrie pour lui permettre de s'étendre, de se développer et fournir les biens et services dont les Canadiens ont besoin.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est expiré. Il peut continuer s'il obtient le consentement unanime. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. Fred McCain (Carleton-Charlotte): Monsieur l'Orateur, cette modification apportée au prétendu budget présenté le printemps dernier laisse beaucoup à désirer. Hier, j'ai demandé à la Chambre si l'on entrevoyait la possibilité de charger un comité de la Chambre de rencontrer les négociateurs qui vont discuter de ce qu'il est possible et de ce qu'il convient de faire pour l'agriculture, et surtout pour l'industrie horticole. J'espère sincèrement que le ministre des Finances (M. Chrétien) répondra affirmativement à ma question. Je pense qu'il y aurait beaucoup à tirer d'une telle rencontre et que les associations agricoles ainsi que le Conseil canadien d'horticulture seraient tout disposés à échanger des renseignements, à faire des recommandations et à renforcer la position des négociateurs qui vont essayer d'assainir le climat commercial au Canada, surtout dans l'industrie horticole.

En 1973, on a recommandé à la Commission du tarif d'étudier les exigences de l'industrie horticole et ses produits finis, et de rendre compte des résultats au gouvernement. Hier, tous ceux que l'agriculture intéresse ont pu obtenir la deuxième partie de ce rapport. Je l'ai reçu sur mon bureau hier soir. Quatre ans après le renvoi de la question à la commission du tarif, voilà que le sommaire de ses recommandations, qui remplit plusieurs centaines de pages, atterrit sur le bureau d'un député au moment même où les négociateurs canadiens sont censés avoir déposé les bases de leurs négociations au GATT. Voilà bien comment agit le gouvernement. Une fois de plus, il se décide trop tard. On pourrait peut-être même dire qu'il a fermé la porte au nez d'une industrie très importante au Canada.